

Etude de marché
Jones Lang LaSalle Incorporated

Panorama des bureaux en région lyonnaise

3^{ème} trimestre 2018

Accélération

Ce qu'il faut retenir

Vers des performances record

Marché locatif

Le marché lyonnais continue sur sa lancée avec un 3^{ème} trimestre très actif (106 300 m² de bureaux commercialisés), portant le volume placé depuis le début de l'année à 244 000 m².

L'agglomération lyonnaise n'a jamais enregistré autant de mouvements à fin septembre (430). 49 signatures de plus de 1 000 m² ont été référencées contre 40 à la même période l'année dernière et 31 en moyenne depuis 2010.

Avec 296 000 m² de bureaux disponibles, le marché lyonnais affiche un taux de vacance sain de 4,8 %.

Le loyer prime s'affiche à 315 € HT/m²/an pour les immeubles de grande hauteur du secteur Part-Dieu et reste stable à 300 € HT/m²/an dans le cœur historique de la Presqu'île.

Marché de l'investissement

204 millions d'euros ont été investis au 3^{ème} trimestre 2018 sur le marché lyonnais, portant le montant global depuis le début de l'année à 627 millions d'euros (+32 % en un an).

Hormis les petites transactions (< 5 millions d'euros), tous les segments de marché progressent d'une année sur l'autre.

Toutes les typologies d'actifs voient leur performance augmenter et dépassent leur performance moyenne.

Si les taux de rendement pour les meilleurs actifs tertiaires lyonnais semblent avoir atteint leur plancher, une nouvelle compression est intervenue sur les entrepôts logistiques, dont le taux prime se positionne désormais à 4,50 %.

Marché locatif

Le rythme des commercialisations s'accélère

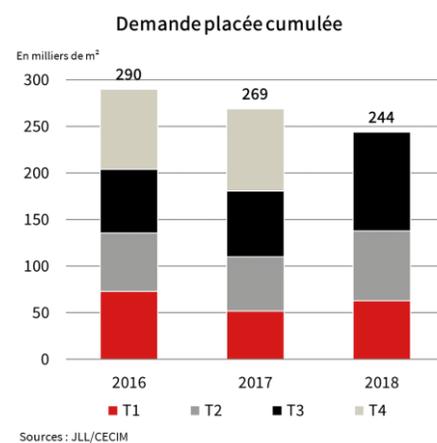
Après deux années très dynamiques, le marché lyonnais est parti pour battre un record

Le marché lyonnais continue sur sa lancée avec un 3^{ème} trimestre très actif. Pas moins de 106 300 m² ont été commercialisés durant cette période, portant le volume global à 244 000 m² placés, un record à cette période de l'année. Le marché est en progression de 35 % sur un an et de près de 44 % par rapport à la moyenne observée depuis 2010. Le nombre de transactions enregistré sur l'agglomération constitue également une performance inédite : jamais autant de mouvements n'avaient été comptabilisés sur les 9 premiers mois de l'année. Avec 430 signatures, le marché est en progression de 24 % par rapport à la moyenne.

Les PMS représentent toujours près de 8 transactions sur 10 (soit 328 signatures à fin septembre) pour un volume de 63 700 m². Le segment intermédiaire (de 500 à 1 000 m²) enregistre une hausse de 23 % en nombre et de 18 % en volume pour atteindre 36 300 m². Les prises à bail d'ORANGE CYBERDEFENSE sur « Convergence » à Lyon 2, de KAUFMAN & BROAD à Lyon 7, ou l'acquisition par TECHNOALPIN à Dardilly sont à compter parmi les 53 signatures de ce segment.

Le retour des grands utilisateurs évoqué en début d'année se confirme. Après une année 2017 en mal de très grandes transactions, on dénombre 49 signatures de plus de 1 000 m², dont 8 de plus de 5 000 m². En témoignent les 2 prises à bail d'EDF (15 200 m² et 10 900 m²) ainsi que le clés-en-main de BOBST dans l'est lyonnais (10 285 m²), pour ne citer que les plus importantes. Le volume placé sur ce segment de surface atteint plus de 144 000 m², soit 59 % de plus que la moyenne. Si de beaux projets se sont déjà concrétisés, le rythme de commercialisation devrait demeurer soutenu au cours des prochains trimestres sur ce segment de marché.

Élément à noter, 6 clés-en-main ont été enregistrés durant ces 9 mois. On retiendra notamment BOBST, cité plus haut, qui s'est étendu sur plus de



Nombre de grandes transactions > 1 000 m²



10 000 m² sur une réserve foncière de leur site actuel. Le POLE MEDICAL GRAND LARGE, BUREAU VERITAS, MOBILITY, OPTEVEN et l'OPAC DU RHONE viennent compléter la liste et totalisent près de 33 000 m². Notons également que tous sont localisés en dehors des murs de Lyon.

La proportion d'acquisitions reste globalement stable depuis plusieurs années (entre 20 et 27 % du nombre de signatures depuis 2010). Elle reste cependant plus importante pour les grandes surfaces (30 %) que pour les PMS (23 %). Dans l'ensemble, si les demandes restent actives, nourries par des coûts de financement attractifs, elles n'en demeurent pas moins soumises au faible volume d'offres mis sur le marché.

L'intra-muros concentre la majorité des transactions

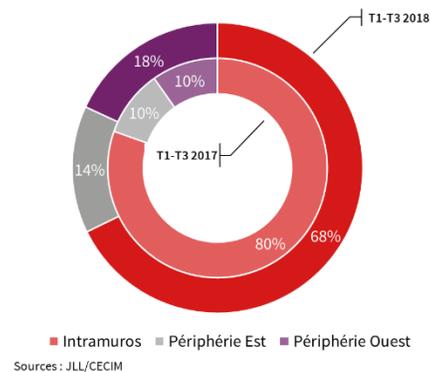
Lyon et Villeurbanne conservent leur statut de destinations privilégiées mais dans une moindre mesure qu'en 2017 : 68 % des surfaces ont été commercialisées en intra-muros contre 80 % à la fin du 3^{ème} trimestre 2017. Les secteurs Gerland et Part-Dieu sont leaders ex-aequo avec 35 800 m² chacun. Ils totalisent à eux seuls 14 transactions de plus de 1 000 m² totalisant 51 000 m², soit plus d'un tiers des grandes surfaces commercialisées depuis le début de l'année. De nouvelles belles signatures sont d'ailleurs encore attendues au dernier trimestre.

Côté périphérie, les secteurs Nord-Ouest et Est, en retrait en 2017, regagnent du terrain notamment grâce aux grandes signatures et clés-en-main. Les loyers attractifs, les disponibilités dans des immeubles de dernière génération et l'environnement moins urbain ont motivé les entreprises à se localiser ou à rester sur ces secteurs. Cette tendance pourrait se confirmer au fil des mois, appuyée par un manque d'offres neuves de grande capacité dans certains secteurs intramuros.

Le niveau d'offre reste orienté à la baisse

L'offre immédiate continue de se résorber. Elle passe désormais sous la barre des 300 000 m², soit une baisse de 12 % par rapport à la même période l'année dernière, et une disponibilité de 4,8 % pour la métropole lyonnaise. Ce taux, particulièrement bas, pénalise les utilisateurs dans leur recherche à court ou moyen terme, notamment sur les surfaces neuves. En effet, les surfaces de dernière génération disponibles ne représentent que 100 000 m², contre 153 000 m² à la même période l'année dernière, soit une baisse de 35 %. A l'inverse, les locaux de seconde main voient leurs disponibilités augmenter de

Demande placée par secteur géographique (T1-T3 2018 vs T1-T3 2017)



7 %. Les libérations opérées au profit de surfaces neuves ont eu un effet de vases communicants.

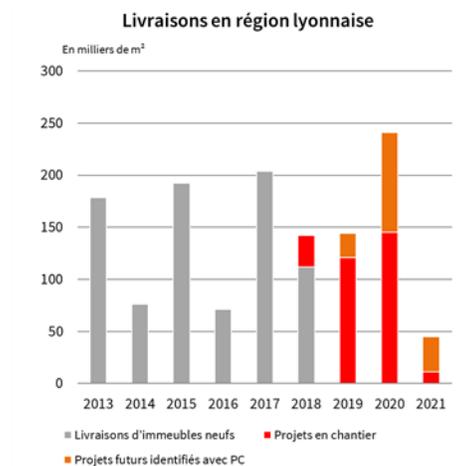
En périphérie, les taux de vacance varient de 4,8 % dans le Sud-Ouest à 10,8 % sur le secteur Sud Est avec une moyenne globale de 6,5 %. **Le taux de vacance intra-muros se positionne, quant à lui, à 4 %, avec des disparités persistantes entre les différents secteurs.** Ainsi, la Presqu'île Nord, Part-Dieu, Lyon 6, Lyon 9, Préfecture-Universités et Villeurbanne-Tonkin restent sous la barre des 3 % de vacance alors que les quartiers de Confluence, Gerland, Lyon 4-5 et Carré de Soie-Grandclément affichent des taux supérieurs à 8 %.

Bien que la part des immeubles neufs dans l'offre reste importante, à 34 % à la fin du 3^{ème} trimestre 2018, **le stock de dernière génération connaît son plus bas niveau depuis 2013. Les surfaces neuves disponibles sont plus présentes en intramuros (43 %), mais là encore, de fortes disparités persistent entre les secteurs : Carré de Soie-Grandclément et Confluence affichent une part du neuf dans l'offre supérieure à 80 % suite aux livraisons intervenues récemment sur ces zones en plein développement.** Dans le même temps, moins d'un quart des mètres carrés disponibles sont neufs sur les secteurs Part-Dieu, Lyon 5, Villeurbanne-Tonkin, et Vaise Lyon 9. Les secteurs Gerland et Préfecture-Universités se situent plutôt dans la moyenne avec des taux respectifs de 40 et 29 %.

En matière de livraisons de bureaux, depuis quelques années, une forme d'alternance régulière était observée sur le territoire lyonnais : une année calme était habituellement suivie d'une année plus dynamique. 2018 a quelque peu contrarié cette tendance et 2019 devrait être de même niveau avec environ 145 000 m² livrables. Depuis début 2018, 112 000 m² de nouvelles surfaces tertiaires sont déjà venues augmenter le parc lyonnais et 30 400 m² sont encore en chantier pour être livrées d'ici la fin de l'année, dont 44 % déjà précommercialisés.

Soutenu par de nouveaux projets d'envergure, le loyer « prime » augmente

Le loyer « prime » augmente après quelques semestres de stabilité et atteint 315 € HT-HC/m²/an dans les immeubles de grande hauteur de la Part-Dieu. Dans les immeubles traditionnels du secteur, la valeur prime atteint 280 €. La situation de pénurie avérée dans le quartier de la Part-Dieu engendre d'ores-et-déjà une hausse des loyers dans le seconde-main et le récent de qualité. **Le secteur de la Presqu'île Nord conserve sa valeur de 300 € pour le volet tertiaire du Grand Hôtel-Dieu dans le centre historique de Lyon.**



Source : JLL



Sources : JLL / CECIM

Marché de l'investissement

Le marché de l'investissement conserve une excellente dynamique

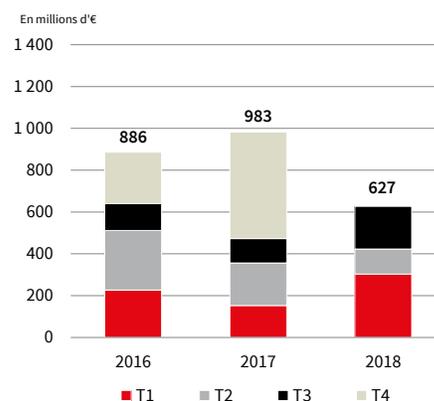
Seules les petites transactions reculent d'une année sur l'autre

204 millions d'euros ont été investis au cours du 3^{ème} trimestre 2018 sur le marché lyonnais, portant le montant global investi depuis le début de l'année à 627 millions d'euros. Ce volume, en hausse de 32 % d'une année sur l'autre, est également supérieur de 15 % à la moyenne observée au cours des 5 dernières années.

Hormis les petites transactions (< 5 millions d'euros) qui, au nombre de 26 (vs 43 l'an dernier à la même période), voient leur volume d'investissement reculer de 14 % en un an, tous les segments de marché progressent d'une année sur l'autre. Après l'acquisition par REAL IS auprès d'un fonds géré par DWS de « Docksite » et la vente en sale & leaseback par APICIL de son site de Vaise Lyon 9 à PERIAL en début d'année, une nouvelle transaction d'un montant supérieur à 40 millions d'euros est venue animer le marché lyonnais au 3^{ème} trimestre : l'acquisition par TRISTAN CAPITAL PARTNERS de l'immeuble « Le Monolithe », 13 000 m² de bureaux situés dans le quartier Confluence, auprès d'AMUNDI IMMOBILIER pour près de 46 millions d'euros. Les transactions d'un montant compris entre 40 et 100 millions d'euros totalisent ainsi 180 millions d'euros depuis le début de l'année, soit 29 % de l'activité. Mais le segment de marché le plus dynamique est, de loin, celui des opérations comprises entre 15 et 40 millions d'euros ; avec 11 transactions pour un total de 269 millions d'euros, il réalise une performance en progression de 95 % en un an et supérieure de 60 % à la moyenne observée au cours des 5 dernières années, concentrant à lui seul 43 % de l'activité observée sur le marché lyonnais depuis le début de l'année.

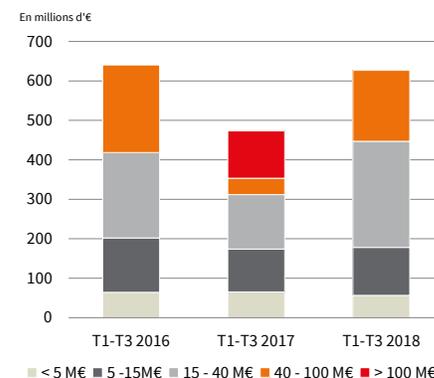
Tous segments confondus, 54 signatures ont été enregistrées sur le marché lyonnais au cours des 9 derniers mois, un chiffre en recul de 13 % d'une année sur l'autre mais en accord avec la moyenne des 5 dernières années. Grâce aux nombreuses transactions d'un montant supérieur à 15 millions d'euros, le lot moyen est, lui, en forte hausse, passant de 7,6 à 11,6 millions d'euros en un an.

Volumes investis sur le marché lyonnais



Sources : JLL/CECIM

Volumes investis par tranche de montant

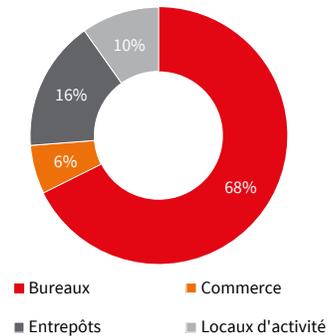


Sources : JLL/CECIM

Toutes les typologies d'actifs progressent d'une année sur l'autre et dépassent leur performance moyenne

Après un 2^{ème} trimestre peu actif (47 millions d'euros), **les bureaux ont retrouvé un niveau d'activité plus usuel au cours des 3 derniers mois** avec près de 155 millions d'investissements. 2 ventes en VEFA pour des montants supérieurs à 15 millions d'euros ont, entres autres, participé à cette performance. **Les bureaux totalisent ainsi, depuis le début de l'année, 424 millions d'euros, un montant en hausse de 12 % en un an et supérieur de 10 % à la moyenne de long terme.** Les **actifs logistiques** concentrent quant à eux **près de 103 millions d'investissements** via 5 opérations, contre seulement 61 millions d'euros un an plus tôt, et concentrent ainsi **16 % de l'activité**. Les investissements en **locaux d'activité** sont, eux aussi, **particulièrement bien orientés** avec plus de **61 millions d'euros, un volume multiplié par 3 d'une année sur l'autre**.-Enfin, **les commerces enregistrent un 3^{ème} trimestre blanc après un 2^{ème} trimestre dynamique. Pour autant, avec plus de 38 millions d'euros investis depuis le début de l'année, ils réalisent une performance en nette progression d'une année sur l'autre et bien supérieure à la moyenne de long terme.** Ce résultat est essentiellement lié à l'acquisition par IMOCOMPARTNERS d'un retail-park de 24 200 m² situé à Saint-Priest pour 37 millions d'euros au 2^{ème} trimestre.

Répartition des engagements par type d'actif - T1-T3 2018



Sources : JLL/CECIM

Davantage d'investissements dans Lyon intra-muros ce trimestre

Après un 2^{ème} trimestre marqué par une concentration des investissements en périphérie, les engagements du 3^{ème} trimestre ont concerné pour l'essentiel des actifs situés dans Lyon intra-muros (61 %). **Depuis le début de l'année, Lyon capte ainsi 57 % des engagements, soit 355 millions d'euros. Le secteur Vaise Lyon 9 arrive largement en tête** avec plus de 213 millions d'euros investis (34 % de l'activité observée à l'échelle de l'agglomération lyonnaise), notamment grâce aux 2 transactions d'envergure précitées. **Il est suivi du secteur Confluence** qui, avec seulement 2 transactions - : l'acquisition par TRISTAN CAPITAL PARTNERS de l'immeuble « Le Monolithe » et celle par ATLANTIQUE MUR REGIONS, auprès de LINKCITY, d'un immeuble réversible de 5 442 m² livrable en 2020 - a recueilli près de **72 millions d'investissements**. Le secteur de la Part-Dieu ne totalise, quant à lui, que 24 millions d'euros, essentiellement grâce à la transaction réalisée sur l'immeuble « Discover » (environ 20 millions d'euros). **En périphérie (216 millions d'euros), le secteur Grand Lyon Est a été le plus dynamique** avec près de 48 millions d'investissements, suivi des secteurs Nord Isère et Grand Lyon Nord-Ouest qui concentrent chacun 6 % des engagements effectués depuis le début de l'année.

Les investisseurs étrangers plus actifs au 3^{ème} trimestre

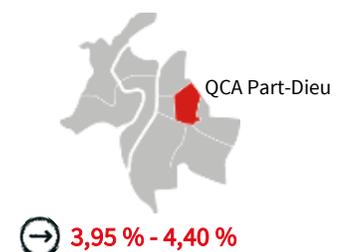
Peu actifs au 2^{ème} trimestre (17 % des investissements), **les investisseurs étrangers ont été plus dynamiques au cours des 3 mois derniers, concentrant 43 % des engagements.** On notera notamment la forte présence des investisseurs anglais qui, avec 3 transactions - 1 en bureau et 2 en logistique -, totalisent plus de 75 millions d'investissements au 3^{ème} trimestre. **Au total, depuis le début de l'année, les investisseurs internationaux concentrent ainsi 38 % de l'activité recensée sur le marché lyonnais de l'investissement – un niveau équivalent au marché parisien.** Grâce à leurs 2 acquisitions d'envergure réalisées en début d'année, **les investisseurs allemands sont toujours en tête** avec un total de 77 millions d'euros. Les fonds d'investissement internationaux concentrent quant à eux 12 % de l'activité, et ce malgré leur absence au 3^{ème} trimestre.

Nettement majoritaires en 2016 et 2017, **les SCPI/OPCI et fonds ouverts allemands (30 % des engagements) ont cédé leur place aux fonds d'investissement,** à l'origine de 42 % des investissements réalisés depuis le début de l'année sur le marché lyonnais. Les SIIC arrivent quant à elles en 3^{ème} position (11 %), suivies des compagnies d'assurance et mutuelles (5 %).

Stabilité des taux de rendement prime bureaux, nouvelle compression pour les entrepôts

Les taux de rendement prime bureaux des différents secteurs lyonnais sont demeurés stables au 3^{ème} trimestre 2018, à des valeurs plancher. Ils se positionnent ainsi à **3,95 % pour les actifs situés dans Lyon intra-muros et à 4,80 % pour les immeubles de périphérie.** Avec des OAT positionnées à 0,808 % fin septembre 2018, **la prime de risque offerte par les bureaux lyonnais (314 points de base) demeure attractive** pour les investisseurs. **Sur les entrepôts logistiques, le taux de rendement prime s'établit désormais à 4,50 %** suite à une nouvelle compression au 3^{ème} trimestre 2018.

Taux de rendement prime bureaux



Source : JLL

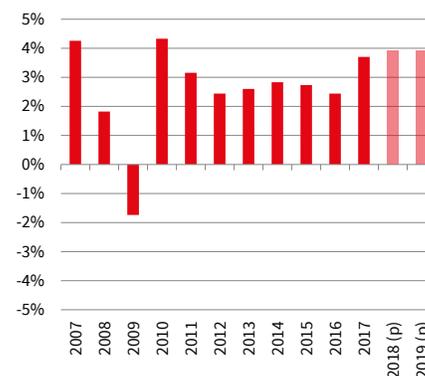
Les perspectives de croissance revues à la baisse

La croissance devrait accélérer au 2^{ème} semestre

L'embellie économique mondiale est aujourd'hui mise à mal. Certaines des menaces évoquées par les économistes ces derniers mois semblent se concrétiser. En premier lieu, les **conflits commerciaux**, et leurs conséquences sur les échanges internationaux et sur l'investissement – deux composantes majeures de la croissance mondiale –, mais aussi l'**endettement**, public ou privé, plus élevé qu'avant la crise de 2008. Par ailleurs, la **croissance mondiale est moins synchronisée** avec, notamment, **certains pays émergents en difficulté suite à l'appréciation du dollar**, à l'instar de la Turquie et de l'Argentine, qui s'orientent aujourd'hui vers une récession. Du côté des économies développées, la politique de relance de Donald Trump entraîne une surchauffe de l'économie américaine et une hausse des taux directeurs de la FED pour en contrer les effets inflationnistes, alors que les **incertitudes concernant l'Europe** restent nombreuses. Dans ce contexte, l'**OCDE**, qui avait déjà abaissé ses prévisions de croissance pour 2018 au trimestre dernier (3,8 % contre 3,9 %), table dorénavant sur une progression de **3,7 % du PIB mondial en 2018 et 2019**. Le **FMI**, qui avait maintenu ses anticipations de croissance jusque-là, **a quant à lui annoncé qu'il reverrait ses perspectives de croissance mondiale à la baisse** début octobre.

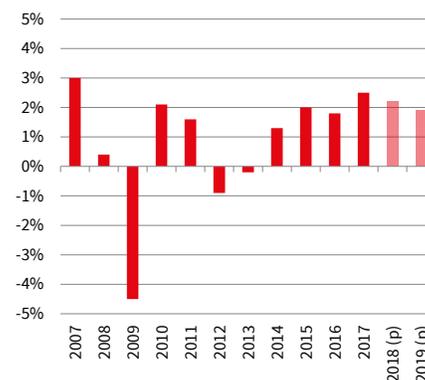
En Zone Euro, les économistes pointent les nombreuses menaces qui pèsent actuellement sur l'activité : impact des conflits commerciaux, Brexit, orientation politique en Italie, retour de l'inflation et sortie des politiques monétaires accommodantes. Au regard de ces risques, et suite à un 1^{er} semestre 2018 moins dynamique qu'espéré, **les prévisions de croissance de la Zone Euro pour l'année 2018 ont été revues récemment à la baisse**, que ce soit par l'**OCDE (2 % contre 2,2 % au trimestre précédent)** ou par le **FMI (2,2 % contre 2,4 %)**. Le chômage continue en revanche sa lente érosion, tombant à **8,1 % au mois d'août** – son taux le plus bas depuis novembre 2008 – tandis que **l'inflation se maintient autour de 2 % (2,1 % en septembre)**, portée essentiellement par la forte hausse des prix de l'énergie mais également, selon la BCE, par les **salaires, qui ont augmenté d'1,8 % en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2018**.

Croissance mondiale



Source : FMI

Croissance en Zone Euro



Sources : Banque mondiale, FMI

En France, le ralentissement économique observé au 1^{er} trimestre s'est confirmé au 2^{ème} trimestre avec une progression de seulement 0,2 % du PIB français, soit la moitié de ce qui était prévu. Les raisons de ce trou d'air sont multiples : repli de la consommation des ménages (-0,3 %), contribution négative du commerce extérieur, grèves dans les transports... La production totale (+0,2 %) et l'investissement des entreprises (+1,1 %) ont en revanche progressé. Le chômage reste, lui, à un niveau élevé, à 9,1 % au 2^{ème} trimestre 2018.

Le **Climat des Affaires**, qui avait atteint un point haut en décembre 2017, semble se stabiliser après s'être dégradé pendant plusieurs mois. L'indicateur publié par l'INSEE s'établit ainsi à **106 au mois de septembre**, un niveau nettement supérieur à la moyenne de long terme. L'**indice global PMI Markit français semble également se stabiliser**, oscillant entre **54 et 56** depuis le mois de mai. La **confiance des ménages continue en revanche de s'éroder ; après avoir atteint un point haut en décembre 2017 (104)**, l'indice s'est continûment dégradé depuis pour tomber à **94 au mois de septembre**. Les ménages sont plus pessimistes quant à leur situation financière future et leur capacité d'épargne, craignant notamment une hausse de l'inflation dans les 12 prochains mois.

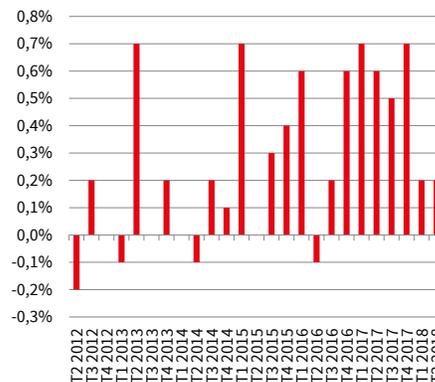
La croissance devrait cependant accélérer au 2nd semestre grâce, entre autres, à une reprise de la consommation liée aux effets positifs des évolutions fiscales : suppression de la taxe d'habitation, des cotisations salariales chômage et maladie. **La croissance française sur l'ensemble de l'année 2018 pourrait ainsi atteindre entre 1,6 % pour la BANQUE DE FRANCE** (qui prévoit également une croissance de 1,6 % en 2019 et 2020) **et l'OCDE (1,8 % en 2019) et 1,8 % pour le FMI (1,7 % en 2019).**

Qu'il s'agisse de la France ou du monde, **l'environnement économique et financier est plus incertain qu'il y a quelques mois** et les risques plus présents. Certains économistes commencent à reparler de risques de crise financière même si à ce stade l'année 2019 semble devoir s'inscrire dans la perspective de 2018.

Marché locatif

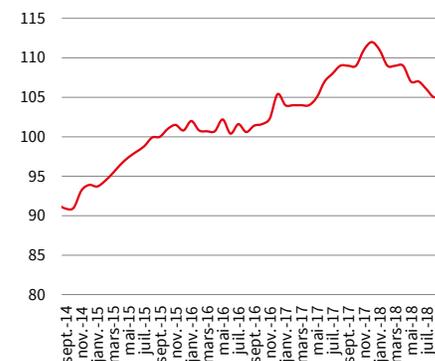
Actuellement dans une dynamique très positive, le marché tertiaire de l'agglomération lyonnaise est en progression durable depuis maintenant plusieurs trimestres. Le nombre de transactions n'a jamais été aussi important, et tous les segments de surfaces profitent de ce regain d'activité qui devrait encore perdurer.

Evolution trimestrielle du PIB français



Source : Insee

Indice synthétique du climat des affaires



Source : Insee

La baisse du niveau d'offre (notamment sur les immeubles neufs), peu réalimenté par des projets rapidement précommercialisés, menaçait de freiner la dynamique en place. **Les promoteurs ont bien reçu le message et de nombreux projets sont lancés en blanc. 210 000 m² (hors clés en main et comptes-propres) sont aujourd'hui en chantier avec des livraisons prévues d'ici le 3^{ème} trimestre 2021, dont 171 000 m² encore disponibles sur 28 opérations différentes.**

En prenant en compte les moyennes observées sur le marché lyonnais et les demandes exprimées devant se concrétiser d'ici la fin de l'année (notamment sur les très grandes surfaces), nous pouvons annoncer que la demande placée dépassera (largement) la barre symbolique des 300 000 m² en fin d'année.

Marché de l'investissement

Contrairement au marché francilien, qui a marqué le pas au cours des 3 derniers mois, le marché lyonnais de l'investissement s'est montré particulièrement dynamique au 3^{ème} trimestre, et ce malgré un contexte économique moins porteur que prévu. Et les **nombreux dossiers traités actuellement** laissent penser qu'il va le rester dans les mois à venir, porté par l'anticipation de la remontée des taux en 2019 et les perspectives d'évolution à la hausse des valeurs locatives. **Le marché lyonnais devrait ainsi conserver toute son attractivité auprès des investisseurs étrangers.**

Dans ce contexte, **nous sommes confiants pour l'année 2018, pour laquelle nous envisageons un volume d'investissement sur le marché lyonnais supérieur à 1 milliard d'euros.**

Par ailleurs, la BCE ayant annoncé ne pas envisager de resserrement monétaire avant octobre 2019, **nous n'anticipons pas de hausse des taux de rendement à court terme, ces derniers restant sous pression d'une forte demande forte.**

Paris

40-42 rue La Boétie
75008 Paris
T : +33 (0)1 40 55 15 15
F : +33 (0)1 46 22 28 28

Saint-Denis

3 rue Jesse Owens
93210 Saint-Denis
T : +33 (0)1 40 55 15 15
F : +33 (0)1 48 22 52 83

Le Plessis-Robinson

« La Boursidière » - BP 171
92357 Le Plessis-Robinson
T : +33 (0)1 40 55 15 15
F : +33 (0)1 46 22 28 28

Lyon

« King Charles » - 132 cours
Charlemagne 69002 Lyon
T : +33 (0)4 78 89 26 26
F : +33 (0)4 78 89 04 76

Marseille

21 rue de la République
13002 Marseille
T : +33 (0)4 95 09 13 13
F : +33 (0)4 95 09 13 00

Bordeaux

16 cours de Tournon
33000 Bordeaux
T : +33 (0)5 57 83 60 44
F : +33 (0)1 46 22 28 28

Lille

46 rue de Valenciennes
59000 Lille
T : +33 (0)3 20 17 93 10
F : +33 (0)1 46 22 28 28

Rennes

20 rue d'Isly
35042 Rennes Cedex
T : +33 (0)1 40 55 15 15
F : +33 (0)1 46 22 28 28

Contacts

Virginie Houzé
Directeur
Etudes & Recherche – Paris
T : +33 (0)1 40 55 15 94
virginie.houze@eu.jll.com

Delphine Mahé
Responsable
Etudes & Recherche – Paris
T : +33 (0)1 40 55 15 91
delphine.mahe@eu.jll.com

Magali Von Kanel
Consultante
Etudes & Recherche – Lyon
T : +33 (0)4 78 17 13 13
magali.vonkanel@eu.jll.com

www.jll.fr

Jones Lang LaSalle

© 2018 Jones Lang LaSalle IP, Inc. Tous droits de reproduction, de représentation, de traduction et d'adaptation par tous procédés réservés pour tous pays. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, faite sans l'autorisation de Jones Lang LaSalle ou de ses ayants droits est illicite (art. L. 122-4 du Code de la propriété intellectuelle) et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Jones Lang LaSalle ne saurait en tout état de cause être tenu responsable de tout dommage direct ou indirect ou de toute perte subie en raison d'une inexactitude ou d'une incorrection de ce document.